

Toulouse, mardi 16 décembre 2025

## DÉCLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRÉSIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

### **CRISE SANITAIRE : SAUVER L'ÉLEVAGE FRANÇAIS POUR SAUVER LES ÉLEVEURS !**

Première activité économique de la région Occitanie, l'agriculture et la viticulture pèsent 160 000 emplois répartis dans tout le territoire, mais additionnent aussi toutes les crises : celles liées au changement climatique, à la sécheresse, aux incendies, à la baisse des productions qui aggrave la fragilité des revenus mais aussi à celle de l'eau. À cela s'ajoute une nouvelle crise sanitaire inconnue à ce jour : la dermatose nodulaire, avec en toile de fond pour le monde agricole la suradministration, les contrôles et les dénigrements permanents.

Le CESER Occitanie, défenseur d'une économie de production et d'une agriculture capable d'assurer dans chaque filière notre souveraineté alimentaire, reste aux côtés des éleveurs, comprend et partage leur détresse.

La liquidation de l'outil de travail, qu'il s'agisse de la vigne ancestrale comme des cheptels attachés à des années de sélection, est une crise de cœur qui touche toutes les générations.

Devant une crise sanitaire nouvelle, il est nécessaire de jouer groupé pour 3 raisons :

- S'accorder sur la solution la plus juste pour éradiquer la contamination ;
- Se donner les moyens d'une vaccination de masse pour un large périmètre de protection déterminé par les services sanitaires de l'État, en concertation avec les organisations syndicales et les Chambres d'agriculture ;
- Une juste indemnisation actualisée des pertes que subiront les éleveurs.

Il ne faut pas ajouter de traumatisme économique et financier à un traumatisme moral difficile à supporter.

La compréhension, la négociation et des décisions justes doivent permettre de surmonter cette nouvelle épreuve.

Après la réunion de travail de la ministre de l'Agriculture hier à Toulouse et celle du Gouvernement aujourd'hui, nous attendons pour le sud-ouest une juste évaluation des conséquences des choix retenus selon les éleveurs (conséquences notamment de la vaccination sur le commerce extérieur pour ceux qui exportent).

Autre sujet d'actualité agricole : la PAC doit plus que jamais rester une politique communautaire garantissant les moyens financiers aux hommes et aux femmes à qui nous demandons d'assurer une alimentation saine et sécurisée, conforme à nos valeurs.

C'est pourquoi nous estimons que les accords proposés par le MERCOSUR ne peuvent être signés en l'état. La France doit obtenir de nouvelles négociations.